

AÏN-DEFLA

Des lycéens agressés à l'intérieur de leur établissement par des inconnus à Khemis-Miliana

Mercredi dernier, dans l'après-midi, au lycée Abou-Dher-El-Ghifari, situé à l'entrée ouest de la ville de Khemis-Miliana, alors que des lycéens se trouvaient dans la cour, 4 inconnus, armés de sabres et de couteaux, ont brisé une palissade de fortune, à l'arrière de l'établissement, et déboulant d'un talus, se sont mis à donner des coups au hasard sur quiconque se trouvait sur leur chemin.

Un jeune lycéen n'a dû son salut qu'au fait que son cartable a servi de bouclier. Une lycéenne a échappé de justesse à un coup de couteau. Il y eut un mouvement de panique dans la cour et dans les classes des étages supérieurs.

Selon des lycéens, un gros pétard lancé par la fenêtre est passé juste devant le visage d'une enseignante, qui failli être défigurée. Jeudi, dès 8h du matin, des parents d'élèves, les lycéens, les enseignants et les agents de l'administration, en colère, se sont regroupés de chaque côté de la rue.

Tous les responsables ont accouru pour s'enquérir de la situation. Comment cela a pu être possible? Cet établissement a été inauguré par le ministre de l'Education nationale le 11 janvier 2011, en remplacement de du lycée qui lui est mitoyen et qui tombait en ruine, devenant une menace pour ses occupants. Certes, le ministre s'était félicité de la réalisation mais il n'avait pas fait cas du fait que l'établissement n'était pas achevé.

Effectivement, il manquait un élément des plus importants, à savoir le mur de clôture qui sépare l'ancienne structure de la nouvelle. L'ancien lycée est devenu le repaire de jeunes



Photo : DR

désœuvrés qui s'adonnent à l'alcool et à la drogue. Selon certains dires, la drogue se refille dans les couloirs. Plusieurs fois, la BMPJ, indique-t-on, avait effectué des descentes dans l'ancien lycée, mais comme ils avaient affaire à des adolescents, leur action se trouvait très limitée.

Ce n'est pas la première fois que les élèves et les enseignants ont tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'absolue nécessité de sécuriser l'établissement par la construction d'un mur de clôture.

En effet, le 5 novembre dernier, le lycée a fait un débrayage poussant les responsables à tenir une réunion et faire des promesses. Depuis, une simple séparation en tôle a été installée que les intrus ont vite fait de mettre par terre.

La réunion, présidée conjointement par le chef de daïra et le directeur de l'éducation, tenue dans l'établissement jeudi en milieu de matinée, a été houleuse. Les enseignants ont décidé, dans un premier temps, qu'ils ne reprendraient les cours que lorsqu'ils verraient pas le chantier à pied d'œuvre. «Le 5 novembre dernier, on nous a fait des promesses mensongères puisque rien n'avait été fait», ont indiqué les représentants des enseignants et des élèves, pendant que dans les couloirs des cris de «nous voulons un mur !» se faisaient entendre.

«Encore une fois, on n'a que des promesses, l'administration avec ses

procédures qui s'enchevêtrent, la lourdeur et la lenteur des études, un code des marchés que tout le monde met en cause comme ne facilitant pas les démarches, le contrôle financier "qui n'ouvre ses portes qu'au 15 mars", tous ces facteurs font que pour construire ce mur de 160 m nécessiterait des mois, dont une grande partie sera imputable à la lenteur procédurale. Quand on entend le ministre se féliciter de pouvoir réaliser un établissement en une année et qu'il faut 18 mois pour construire un mur d'enceinte qui sécurise un lycée, il y a de quoi être sceptique.»

Après moult tergiversations, c'est le responsable de la police qui a permis de faire entendre raison à tout le monde. En effet, il s'est engagé à poster des éléments sélectionnés autour et à l'intérieur du lycée (une surveillance discrète avec le consentement de tous), H24, en attendant que le mur de tous les maux soit réalisé. Bien sûr, une enquête a été ouverte et une plainte contre X sera déposée par la direction de l'éducation pour agression d'une structure éducative

Quant à la réalisation de ce mur, le chef de daïra a promis de tout faire pour que les travaux soit entamés dans les meilleurs délais, la solution de faire un avenant au constructeur du lycée a été adoptée en accord avec le représentant du directeur du logement et des équipements publics (Dlep), une solution qui permettrait ainsi de gagner du temps. Cet incident fait remonter à la surface le grand problème qui perdure dans le rythme des constructions. Tout le monde s'accorde à dire qu'on continue à gérer l'urgence. D'ailleurs un professeur a répliqué au collectif des responsables lors de la réunion : «Vous agissez comme les sapeurs-pompiers... Vous venez juste pour éteindre les foyers d'incendie.»

La réunion a été couronnée par un accord entre les différentes parties, mais on a à plusieurs reprises entendu les uns et les autres dire que «si on nous ment encore une fois, nous agissons en conséquence». Toujours est-il que la décision de raser l'ancienne structure et récupérer le terrain a déjà été prise, mais même pour détruire ce ne sera pas facile, il faudra aussi du temps et une multitude de procédures et beaucoup d'argent, environ 1 milliard de centimes, a-t-on entendu dire.

Karim O.

OUM-EL-BOUAGHI

Des voleurs de véhicules sous les verrous

Les gendarmes de la commune de Aïn Kercha, en collaboration avec leurs collègues des wilayas de Sétif et Batna, viennent de démanteler un réseau spécialisé dans le vol de véhicules, après des investigations minutieuses. Il s'agit d'un groupe de trois malfaiteurs âgés entre 31 et 43 ans.

Les circonstances qui ont conduit à sa mise hors d'état de nuire remontent à la semaine dernière suite à la récupération par la gendarmerie de deux voitures, une Dacia Logan et une Peugeot 207, désossés et abandonnés dans un lieu isolé non loin de la région de Aïn Kercha.

Les services de la gendarmerie sont arrivés à arrêter un suspect suite à l'écoute de ses communications téléphoniques avec d'autres individus concernant les modalités de la vente des véhicules sous forme de pièces de rechange.

B. Y.

SOUK AHRAS

Évolution inquiétante de la criminalité

Durant le mois de janvier passé, les services de la Sûreté nationale de la wilaya de Souk-Ahras ont traité 303 affaires liées à la criminalité où sont inculpées 260 personnes. Ce phénomène est dominé en premier lieu par les crimes et délits contre les biens.

Dans ce contexte, les services de police ont enregistré en l'espace de 30 jours 115 affaires pour lesquelles ont été inculpées 72 personnes dont 4 ont été écrouées et 36 comparaitront en citation directe.

Les crimes et délits contre les personnes viennent immédiatement en deuxième position avec 106 affaires. Les auteurs de ces méfaits sont au nombre de 93 personnes dont la majorité sont des hommes sur 11 femmes et 6 mineurs. Les mêmes services soulignent que 5 personnes ont été placées sous mandat de dépôt et 73 en citation directe. Concernant les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, le nombre d'affaires enregistrées est de l'ordre de 8, avec inculpation de 11 personnes dont 3 femmes qui ont conduit à l'incarcération d'un seul mis en cause.

Un autre aspect de l'activité de la police, et non des moindres, celui de la lutte contre la drogue. Les saisies les plus spectaculaires opérées par la Sûreté de la wilaya ont déjà été signalées durant la semaine précédente dans la commune de Taoura, lors d'une fouille minutieuse d'un véhicule de marque Renault Clio qui a permis la découverte et la saisie d'une quantité de 1 kg de kif traité.

Barour Yacine

1 kg de kif saisi à Taoura

Le phénomène de la drogue a pris ses dernières années une ampleur inquiétante au niveau de la wilaya de Souk-Ahras.

L'arrestation par les services de sécurité de nombreux dealers est en soi un indice patent. Ainsi, par une collision entre deux véhicules, dans la daïra de Taoura, qui a engendré un goulot d'étranglement, ce qui a amené les éléments de la sûreté de la daïra de Taoura à aller sur les lieux de l'accident, l'un des conducteurs blessés était, selon nos sources, en état d'ivresse et dans un état de panique, ce qui a mis la puce à l'oreille des policiers.

En effet, suite à la fouille d'un des véhicules, 1 kg de kif traité sous forme de plaquettes dissimulées dans la malle de cette automobile a été découvert. L'inculpé, âgé de 45 ans, a été arrêté, ce dernier est originaire de Ounza, wilaya de Tébessa, et demeure à Constantine. Cette drogue était destinée à la consommation locale et commercialisation.

Des investigations poussées ont été entreprises afin d'identifier les maillons de cette chaîne de trafiquants. Le mis en cause a été auditionné par la police judiciaire.

B. Y.

BÉCHAR

Un accident de bus fait un mort et 15 blessés

Un mort et quinze blessés, c'est le bilan dramatique d'un accident de la circulation entre un bus et un véhicule léger survenu ce vendredi à 16 heures, à l'entrée nord de la localité d'Abadla (90 km au sud de Béchar).

Sept blessés se trouvent dans un état jugé grave par les secouristes. Ils ont été évacués aux UMC de l'hôpital 240 lits de Béchar. Le bus se dirigeait vers El Ouata, une petite daïra située à 280 km au sud du chef-lieu de wilaya et la voiture roulait en sens inverse, lorsqu'ils se sont télescopés.

La semaine dernière, un autre bus assurant la même desserte, Béchar-El Ouata, a dérapé dans le désert, provoquant la mort de cinq personnes. Une dizaine de voyageurs avaient été blessés dont deux grièvement.

L'hécatombe se poursuit sur les routes, dans l'indifférence totale. Question : sur quelles bases procède-t-on au recrutement des chauffeurs de bus ?

Lies Mourad

SIDI BEL-ABBÈS

Une jeune fille violée et filmée

La Sûreté de Sidi Bel-Abbès a procédé, dernièrement, à l'arrestation de neuf jeunes accusés d'avoir séquestré, violé et filmé dans des positions indécentes une jeune fille âgée de 23 ans.

Selon les déclarations de la victime, elle a été enlevée par un jeune qui l'a conduite dans une habitation en voie de construction dans la ville de Sidi Bel-Abbès. Il l'aurait enfermée avant de revenir avec huit autres personnes, toutes ivres dont quatre mineurs. Sous la menace d'un couteau, dira-t-elle, elle a été violée par plusieurs d'entre eux puis filmée à l'aide de portables dans des positions indécentes sous l'œil intriguant du chien de ses bourreaux.

Munie d'un certificat médical attestant les traces de son calvaire, la jeune fille a déposé une plainte. Arrêtés, les mis en cause étaient en possession des photos de la victime sur leurs portables prouvant leur culpabilité. Trois d'entre eux ont été écroués alors que les autres ont bénéficié d'une citation directe.

A. M.